

Guillaumont Jeanneney, Sylviane; Le Velly, Gwenolé

Working Paper

Les indicateurs de sélectivité de l'aide

FERDI Document de travail, No. 106

Provided in Cooperation with:

Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI),
Clermont-Ferrand

Suggested Citation: Guillaumont Jeanneney, Sylviane; Le Velly, Gwenolé (2010) : Les indicateurs de sélectivité de l'aide, FERDI Document de travail, No. 106, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), Clermont-Ferrand

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/269267>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:



Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.

Les indicateurs de sélectivité de l'aide *

Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY
Gwenolé LE VELLY

-  SYLVIANE GUILLAUMONT JEANNENEY est Professeur émérite à l'Université d'Auvergne et chercheur au Cerdi. Elle est également membre du Conseil d'Administration de l'Agence Française de Développement.
-  GWÉNOLÉ LE VELLY est doctorant au CERDI.

Introduction

Tous les pays n'ont pas la même capacité à utiliser efficacement l'aide pour promouvoir leur développement. Dans le contexte de diminution de l'aide au développement des années quatre-vingt-dix, il était normal que la question de l'efficacité de l'aide et partant de son allocation géographique vienne sur le devant de la scène. Ainsi est né le concept de « sélectivité de l'aide », qui exprime la qualité de l'allocation géographique de l'aide, l'aide la plus sélective étant celle qui en maximise l'efficacité au regard de ses objectifs. Bien que la communauté internationale ait depuis pris l'engagement d'accroître sensiblement le volume de l'aide au développement, l'objectif de sélectivité de l'aide demeure d'actualité.

... / ...

* Les auteurs remercient Jacky Amprou pour sa contribution au lancement de cette nouvelle mesure de la sélectivité et sa disponibilité pour transmettre les modes de calcul utilisés dans l'article Amprou J. Guillaumont P. et S. Guillaumont Jeanneney (2007) "Aid Selectivity According to Augmented Criteria" *The World Economy*, Vol. 30, n° 5, p. 733-763. Ils remercient aussi Patrick Guillaumont, Président de la Ferdi et Michaël Goujon, responsable de la série *indicateurs de développement innovants* pour leur critique de ce document.

Les indicateurs de sélectivité de l'aide¹

par Sylviane Guillaumont Jeanneney* et Gwenolé Le Velly**

Introduction

Tous les pays n'ont pas la même capacité à utiliser efficacement l'aide pour promouvoir leur développement. Dans le contexte de diminution de l'aide au développement des années quatre-vingt-dix, il était normal que la question de l'efficacité de l'aide et partant de son allocation géographique vienne sur le devant de la scène. Ainsi est né le concept de « sélectivité de l'aide », qui exprime la qualité de l'allocation géographique de l'aide, l'aide la plus sélective étant celle qui en maximise l'efficacité au regard de ses objectifs. Bien que la communauté internationale ait depuis pris l'engagement d'accroître sensiblement le volume de l'aide au développement, l'objectif de sélectivité de l'aide demeure d'actualité.

A l'origine, le concept de sélectivité de l'aide désigne une répartition de l'aide entre pays qui donne une préférence à ceux qui mènent de bonnes politiques économiques et ont de bonnes institutions. Cette définition résulte de l'affirmation de Burnside et Dollar (1997, 2000a et b) selon laquelle l'aide ne serait efficace pour promouvoir la croissance que dans les pays bien gouvernés. Ici nous considérons la « sélectivité de l'aide » comme un concept plus général désignant une répartition géographique de l'aide qui maximise un objectif légitime. En effet, nous considérons que l'objectif de l'aide internationale n'est pas seulement la promotion de la croissance économique. De plus, en nous appuyant sur une littérature postérieure à l'article de Burnside et Dollar, nous considérons que l'efficacité de l'aide ne dépend pas seulement de la qualité de la politique économique ou de la gouvernance, mais aussi d'autres caractéristiques des pays aidés, notamment parce qu'elle peut contribuer à lever ou compenser certains handicaps au développement.

*Professeur émérite, Clermont Université (Université d'Auvergne, CERDI)

**Assistant de recherche, Ferdi

¹ Les auteurs remercient Jacky Amprou pour sa contribution au lancement de cette nouvelle mesure de la sélectivité et sa disponibilité pour transmettre les modes de calcul utilisés dans l'article Amprou J. Guillaumont P. et S. Guillaumont Jeanneney (2007) "Aid Selectivity According to Augmented Criteria" *The World Economy*, Vol. 30, n° 5, p. 733-763. Ils remercient aussi Patrick Guillaumont, Président de la Ferdi et Michaël Goujon, responsable de la série *indicateurs de développement innovants* pour leur critique de ce document.

Les études relatives aux critères d'allocation de l'aide sont multiples. On peut, suivant McGillivray (2004a), les classer en trois catégories : les études de la première catégorie mettent en lumière les déterminants de la répartition observée de l'aide de chaque donneur, en s'efforçant parfois de distinguer ceux qui relèvent des besoins des receveurs et ceux qui relèvent des intérêts des donneurs (Alesina et Dollar 2000, Berthélémy et Tichit 2004, Canavire *et al.* 2005). La seconde catégorie d'études porte précisément sur la sélectivité de l'aide en s'efforçant d'évaluer pour chaque donneur la qualité de l'allocation géographique de son aide. La troisième catégorie vise à définir une répartition géographique optimale de l'aide globale au développement susceptible d'en maximiser les résultats, en matière de croissance ou de réduction de la pauvreté. (McGillivray and White 1994, Collier et Dollar 2001, 2002, Llavador et Romer 2001, Cogneau et Naudet 2004, 2007 et McGillivray 2004a). La présente étude appartient à la seconde catégorie.

L'analyse comparée de la sélectivité des différentes sources d'aide a été initiée par McGillivray (1989, 1992) qui retenait comme critère de sélectivité le niveau relatif du produit par tête des pays receveurs. Une étape supplémentaire a été franchie par Dollar et Levin (2004) et par Roodman (2004) qui ont élargi les critères de sélectivité. Dollar et Levin partent d'un modèle d'allocation de l'aide par bailleur (estimé sur des données annuelles de 1999 à 2002, puis sur des moyennes quinquennales). Ce modèle ne comprend comme variables explicatives que celles correspondant selon eux aux « bons critères », c'est-à-dire le niveau du PIB par tête (pour lequel on attend un coefficient négatif dans la mesure où l'aide est attribuée aux pays les plus pauvres) et la politique économique, mesurée par le *Country Policy and Institutional Assessment* (CPIA) qui est l'indicateur de qualité de la politique établi par la Banque mondiale (pour laquelle on attend un coefficient positif dans la mesure où l'aide est attribuée de préférence aux pays considérés comme bien gouvernés). Le chiffre de la population est ajouté comme variable de contrôle. L'élasticité de l'aide par rapport au revenu par tête représente la sensibilité de chaque bailleur au niveau de pauvreté, l'élasticité par rapport au CPIA sa réponse à la qualité de la politique économique du pays aidé. La moyenne simple de ces deux élasticités (après avoir inversé le signe de l'élasticité du revenu qui normalement doit être négative) est prise comme indicateur de la sélectivité de l'aide de chaque bailleur.

L'indicateur proposé par Roodman (plus directement inspiré des travaux de McGillivray) se distingue de celui de Dollar et Levin en ce qu'il ne repose pas sur des fonctions d'allocation géographique de l'aide économétriquement estimées². L'indicateur de performance correspond au volume de l'aide, ajusté pour tenir compte de la « qualité » de l'aide et en particulier de la sélectivité de l'aide (en fait le volume de l'aide est diminué en fonction de la mauvaise sélectivité de l'aide). L'ajustement de l'aide au titre de la sélectivité ne s'applique pas à l'aide d'urgence dont l'octroi, quelle que soit sa destination géographique, accroît la performance des donateurs. La sélectivité de l'aide dépend du Produit par tête et de l'indicateur de gouvernance des pays recevant l'aide établi par Kaufmann et Kraay (Kaufmann *et al.* 2003). L'ajustement du volume de l'aide est différent pour l'aide projet et l'aide programme, parce que David Roodman considère, à l'instigation de Radelet (2004), que l'aide projet est plus efficace que l'aide programme dans les pays de faible gouvernance. Les pondérations des deux critères associés au produit par tête et à la gouvernance, sont établies de manière linéaire et discrétionnaire et sont multiplicatives, de telle sorte que l'aide accordée à un pays riche et bien gouverné est ramenée à zéro comme l'aide programme accordée au pays pauvre le moins bien gouverné. Pour mesurer la qualité de l'aide, Roodman tient compte non seulement de sa répartition géographique (la sélectivité) mais aussi de son degré de déliement et de sa concentration sur quelques objectifs. A partir de l'ajustement du volume effectif de l'aide en fonction de sa qualité, deux indicateurs sont fournis pour chaque pays donneur: le montant de son aide « ajustée » en proportion de son PIB, et le taux de qualité ou de sélectivité de son aide, c'est-à-dire le rapport de l'aide ajustée à l'aide avant ajustement. La dernière évaluation est relative à l'année 2007.

Ici notre objectif n'est pas de classer les pays simultanément en fonction du niveau et des principales modalités de leur aide. Il est seulement de mesurer la sélectivité relative des donateurs en fonction de critères alternatifs³. Nous rappelons d'abord les principes qui, à notre avis, devraient être à la base de toute mesure de la sélectivité des aides au développement et mettons en lumière les limites rencontrées par les analyses précitées de la sélectivité qu'il convient donc de dépasser. Puis, en fournissant de nouveaux indicateurs de sélectivité, nous montrons comment le classement des bailleurs est profondément modifié selon les critères utilisés pour mesurer la sélectivité.

² L'indicateur proposé par Roodman est maintenant intégré dans le « Commitment to development index » du Center for Global Development pour lequel on dispose d'une version révisée en 2009 (Roodman 2009)

³ Ce travail constitue une actualisation de l'article de Amprou, Guillaumont, Guillaumont Jeanneney (2007)

2. Les principes relatifs à la mesure de la sélectivité des aides au développement.

La sélectivité est relative aux buts de l'aide

La sélectivité est une notion fondamentalement relative puisqu'elle définit la qualité de l'allocation en fonction de l'efficacité de l'aide et que celle-ci est nécessairement contingente aux objectifs assignés à l'aide, lesquels peuvent logiquement différer d'un bailleur de fonds à l'autre. Traditionnellement il s'agit de la croissance économique ou du développement, mais depuis l'adoption des *Objectifs du Millénaire pour le Développement*⁴ les objectifs de l'aide de la communauté internationale sont devenus multidimensionnels, même s'ils ont pour cible commune la réduction de la pauvreté. Au-delà même des *Objectifs du Millénaire*, l'aide peut viser d'autres objectifs en fonction desquels son efficacité doit être appréciée. Ce peut être la promotion de la démocratie, le respect des droits de l'homme ou la paix civile, dont les relations avec la croissance et la réduction de la pauvreté ne sont pas clairement établies. L'aide peut aussi servir à financer des biens publics globaux, qui comportent par nature des externalités positives en dehors des pays receveurs (ex. lutte contre la pollution ou les maladies transmissibles) ou s'adresser en priorité à des pays qui sortent de longs conflits internes ou externes et reconstruisent leurs économies ; Collier et Hoeffler (2004) ont en effet montré que l'aide promeut la croissance dans les pays post-conflit plus qu'ailleurs.

Les analyses de la sélectivité de l'aide peinent à prendre en compte la diversité des objectifs de l'aide selon les donateurs. Ainsi se sont-elles focalisées sur la réduction de la pauvreté attendue uniquement à travers l'effet de l'aide sur la croissance économique, ce qui constitue une première limite de ce type d'analyse. En prenant en compte d'autres critères que la qualité de la politique économique, comme la vulnérabilité économique ou le faible niveau de capital humain, on intégrerait implicitement d'autres déterminants de la réduction de la pauvreté que la croissance, dans la mesure où la population pauvre est particulièrement affectée par les chocs macroéconomique et la faiblesse des niveaux d'éducation et de santé (Guillaumont 2009b). Sur les sept *Objectifs du Millénaire pour le Développement* trois d'ailleurs concernent spécifiquement l'éducation et la santé. D'autre part les troubles

⁴ Les OMDs comprennent sept objectifs : 1) réduire l'extrême pauvreté et la faim, 2) assurer l'éducation primaire pour tous, 3) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 4) réduire la mortalité infantile, 5) Combattre le VIH/sida, le paludisme et les autres maladies, 6) préserver l'environnement, 7) mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

politiques sont bien souvent corrélés aux chocs macroéconomiques que subissent de manière récurrente les pays en développement. En contribuant à réduire l'impact des chocs, l'aide contribue à la paix civile.

La sélectivité dépend de certaines caractéristiques des pays aidés qui conditionnent l'efficacité de l'aide.

Les analyses de la sélectivité de Dollar et Levin (2004) ou celle de Roodman (2004), se fondent uniquement sur l'étude de Burnside et Dollar (1997, 2000a et b) relative à la relation entre aide et croissance économique, qui a servi de base au rapport de la Banque Mondiale *Assessing Aid* (World Bank 1998), comme si cette étude n'avait pas été l'objet d'un vaste mouvement de critique de la part de la communauté académique⁵. Laissons de côté les critiques sur la robustesse des résultats économétriques ou la critique relative au choix de la seule croissance économique comme objectif de l'aide précédemment évoquée, pour aller aux critiques essentielles sur la pertinence du modèle ou les hypothèses qui le fondent.

L'hypothèse, présentée comme évidente mais peu élaborée, selon laquelle l'efficacité de l'aide dépend de la politique économique et des institutions, a moins été discutée dans son principe qu'en raison de la définition donnée de la bonne politique. Dans la première version de leur travail (1997, 2000a), Burnside et Dollar ont construit un indicateur de politique économique fondé sur les variables habituellement utilisées dans les études économétriques de la croissance (inflation, solde budgétaire, ouverture à la Sachs et Warner)⁶. Dans une nouvelle version (Burnside et Dollar 2004a), ils retiennent l'indicateur de Kaufmann et Kraay plus lié à la qualité des institutions et utilisé simultanément par Roodman, tandis que Dollar et Levin au même moment se réfère au CPIA élaboré par la Banque mondiale pour déterminer le volume de ses engagements de type IDA par pays receveurs. Le CPIA, composé lui-même de seize indicateurs de politique économique, d'institutions et de gouvernance a le mérite de refléter une conception large de la politique économique, mais présente le défaut de reposer sur une appréciation par les seuls agents de la Banque Mondiale des politiques et institutions des pays. Il a aussi l'inconvénient de ne pas être rendu public (en dehors des pays éligibles à l'IDA), de sorte que son usage dans les travaux scientifiques autres que ceux de la Banque

⁵ Pour une revue de l'ensemble des critiques et leurs conséquences pour la sélectivité de l'aide cf. Amprou et Chauvet (2004).

⁶ Dans la version suivante (2000b) les auteurs ajoutent un indicateur relatif à la règle de droit.

Mondiale se trouve contraint. Enfin le recours à cet indicateur suppose de manière éminemment critiquable que dans tous les pays, quelles que soient leurs spécificités et leurs préférences, c'est le même type de politique économique (définie comme bonne) qui renforce la croissance et accroît l'efficacité de l'aide (Kanbur 2004, McGillivray 2004b, Michailof 2004).

Plus important cependant est de reconnaître que l'efficacité de l'aide en termes de croissance ne dépend pas seulement, ni peut-être même principalement, de la politique économique présente. D'autres facteurs interviennent, qui peuvent eux-mêmes faire l'objet de tests économétriques. C'est ainsi que l'on a pu faire apparaître l'importance des facteurs de vulnérabilité économique (Guillaumont et Chauvet 2001), c'est-à-dire des chocs auxquels sont particulièrement exposés certains pays en développement, soit à travers leur commerce extérieur, notamment en raison de la variation des prix internationaux des produits primaires, soit du fait d'incidents climatiques ou de désastres naturels. Ces facteurs, qui certes en eux-mêmes diminuent la croissance, augmentent l'efficacité de l'aide. En effet dans les pays soumis à des chocs l'aide peut éviter l'arrêt des approvisionnements et de la croissance, ainsi que les processus cumulatifs de déclin qui souvent s'en suivent. Plus l'aide est élevée, plus elle atténue relativement l'impact macroéconomique des chocs. En d'autres termes, l'aide est marginalement plus efficace dans des pays économiquement plus vulnérables ou encore l'aide diminue l'impact négatif de la vulnérabilité. (Chauvet et Guillaumont 2009, Guillaumont Jeanneney et Tapsoba 2009, Guillaumont et Guillaumont Jeanneney 2010 sur le caractère stabilisateur de l'aide).

L'analyse de la façon dont l'efficacité de l'aide est influencée par la vulnérabilité des pays receveurs, ainsi que par d'autres facteurs qui ne relèvent pas de la politique économique, s'est développée dans plusieurs directions. C'est ainsi que Chauvet et Guillaumont (2004) prolongeant leur analyse antérieure, ont tenté de mettre en évidence l'influence simultanée sur l'efficacité de l'aide de plusieurs types de facteurs: la vulnérabilité économique (mesurée cette fois simplement à travers l'instabilité des exportations et la tendance des termes de l'échange), qui accroît l'efficacité de l'aide, l'instabilité politique des pays aidés qui, à l'inverse de celle des pays voisins, la diminue, la qualité des infrastructures et l'éducation qui l'accroissent. Collier et Dehn (2001) ont montré l'effet spécifique de l'aide fournie lors de chocs négatifs des termes de l'échange et Collier et Hoeffler (2004) dans des situations post-conflit.

S'agissant de la politique économique, la critique n'a pas seulement porté sur la robustesse des résultats économétriques ou sur l'indicateur retenu, elle a aussi porté sur l'hypothèse même que les bailleurs de fonds ne pouvaient en rien influencer la politique économique des pays receveurs. Des études de cas publiées dans l'ouvrage *Aid and Reform in Africa* (Devarajan, Dollar et Holmgren, 2001), réalisé à l'initiative de la Banque mondiale, ont fait apparaître que, dans bien des cas, l'aide avait influencé la politique économique des pays aidés. Si tel est le cas l'aide a un rôle à jouer dans les pays qui ont besoin particulièrement d'améliorer leur politique économique. C'est ainsi que dans l'étude précitée de Chauvet et Guillaumont (2004), l'efficacité de l'aide apparaît à la fois d'autant plus efficace que la politique présente est bonne et que la politique antérieure était mauvaise et donc perfectible.

Le fait que les analyses de la sélectivité retiennent comme seul facteur d'efficacité de l'aide la bonne politique économique ou la bonne gouvernance, est une deuxième limite de ces études⁷ que nous souhaitons dépasser.

La sélectivité doit aussi prendre en compte les besoins des pays

Certes, le niveau du produit par tête figure dans les mesures de la sélectivité de Dollar-Levin ou de Roodman. S'il montre la distance à parcourir pour atteindre le niveau de produit des pays développés, le produit par tête ne reflète pas de manière fiable le niveau de la pauvreté ; c'est bien pourquoi les *Objectifs du Millénaire pour le Développement* se réfèrent directement à des mesures du capital humain, notamment aux niveaux d'éducation et de santé.

Un faible capital humain risque de réduire l'impact d'un volume donné d'aide sur la croissance économique, du moins à court terme, du fait du manque de capacités administratives⁸. C'est donc dans une perspective d'équité, plus que d'efficacité immédiate, qu'il convient de prendre en compte cette caractéristique comme critère de sélectivité. En effet, à côté de l'efficacité de l'aide, le deuxième principe sur lequel il convient d'évaluer l'allocation géographique de l'aide est celui *d'équité*. L'objectif de l'aide au développement

⁷ Ce point est particulièrement souligné par Mark McGillivray (2003 b). Les critères qu'il propose pour définir la sélectivité sont un peu différents des nôtres : il s'agit principalement de la stabilité politique, de la démocratie, de la reconstruction post conflit et de la vulnérabilité économique.

⁸ Cependant une étude a soutenu que l'efficacité de l'aide est marginalement plus forte dans les pays à faible capital humain (Gomanee, Girma and Morrissey 2004). Il est évident qu'à long terme l'aide peut contribuer à accroître le capital humain.

n'est pas simplement d'opérer un transfert des pays riches aux pays pauvres en vue d'accroître le bien-être global ; il est de contribuer à une dynamique de croissance. Une idée moderne de la justice, développée en particulier par Rawls (1971) et Roemer (1998), est de donner à chaque individu des chances égales, les inégalités ne devant résulter que de différences dans l'effort ou la performance. Si l'on raisonne au niveau des nations et non plus des individus, l'équité est alors de leur donner des chances égales de sortir de la pauvreté en compensant les handicaps structurels qui réduisent l'efficacité de leur effort. Ces handicaps structurels sont les caractéristiques durables des pays, qui résultent non de leur volonté politique présente, mais de facteurs historiques et géographiques et de l'environnement international: là encore la vulnérabilité économique structurelle est candidate comme critère d'équité dans l'allocation de l'aide; c'est aussi le cas d'un faible capital humain, l'un et l'autre réduisant durablement les chances d'un décollage économique, ce que ne reflète pas le niveau du produit par tête. En permettant d'accroître le capital humain, l'aide peut contribuer à long terme à sortir les pays d'une trappe à pauvreté puisque le manque de travailleurs qualifiés est la cause d'une faible productivité (Sachs *et al.* 2004).

La sélectivité ne saurait concerner que l'aide discrétionnaire

Une question délicate est de déterminer à partir de quel concept d'aide il est judicieux d'évaluer la sélectivité. Cette question renvoie à celle plus générale de la façon très discutable dont sont établies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE les statistiques d'aide. D'une part, ces statistiques agrègent dons et prêts concessionnels qui sont pris dans leur totalité et définis par un élément don dont la signification est tributaire du niveau fluctuant des taux d'intérêt sur les marchés internationaux. D'autre part, elles incluent des dépenses qui ne profitent pas directement aux pays en développement, telles que les aides aux réfugiés et les frais de scolarité et aides aux étudiants originaires de ces pays. Malheureusement les statistiques disponibles sur longue période et croisant pays receveurs et donneurs ne permettent pas une meilleure mesure de l'aide.

Une autre question est celle du choix entre engagements et versements. Les auteurs qui ont évalué la sélectivité ont préféré utiliser les versements d'aide publique au développement plutôt que les engagements, alors qu'*a priori* ces derniers représentent mieux que les versements la volonté des donateurs (Dudley et Montmarquette 1976) et reflètent mieux la politique du moment. Le motif invoqué est que si les engagements sont durablement

supérieurs aux versements cela manifeste de la part des donateurs « une tendance à promettre plus qu'ils ne peuvent de manière réaliste déboursier ou l'incapacité à apprendre de l'histoire que certains receveurs ne peuvent absorber l'aide aussi vite que le souhaitent les donateurs » (Roodman 2004 p.5). Ajoutons que les versements, en fonction simultanément des donateurs et des receveurs sont plus fidèlement recensés dans les statistiques du CAD. Nous suivons donc la même pratique.

Un autre point de discussion est de savoir s'il faut considérer l'aide brute ou nette. Alors que Dollar et Levin se réfèrent aux versements bruts, Roodman retient les transferts nets, c'est-à-dire qu'il déduit de l'aide brute l'ensemble du service de la dette (remboursements et intérêts) au motif que les transferts nets sont une meilleure mesure du coût pour les donateurs et des bénéficiaires pour les receveurs; ceci est lié au fait que Roodman désire établir un indicateur de performance des donateurs qui tienne compte à la fois du volume et de la qualité de l'aide. La question de l'usage d'agrégats d'aide bruts ou nets est liée à celle du traitement des annulations de dette. Doit-on soustraire de l'aide au développement la part qui résulte des annulations de dettes, puisque celles-ci découlent des prêts antérieurement accordés et résultent le plus souvent de décisions prises dans un cadre international ? Mais d'un autre côté le volume de l'aide accordée à chaque pays hors annulation de dettes n'est pas indépendant des annulations de dettes dont ce pays a bénéficié⁹. Etant donné l'importance des annulations de dette dans l'aide au développement¹⁰, le choix opéré n'est pas neutre. Ici nous avons choisi de ne pas déduire les annulations de dettes. Toutefois nous utilisons successivement les versements bruts et les versements nets, les seconds étant plus nettement accrus du fait des annulations de dettes (il n'y a plus de remboursements à déduire) que les versements bruts qui ne sont gonflés que de l'annulation des dettes commerciales¹¹.

⁹ Ainsi lorsque les Banques multinationales de développement appliquent leur formule d'allocation fondée sur la performance de manière à répartir géographiquement leur aide (dons ou prêts concessionnels), elles déduisent des volumes calculés les annulations de dettes dont a bénéficié chaque pays et redistribuent les fonds ainsi économisés entre les pays aidés en appliquant la même formule d'allocation.

¹⁰ Les annulations de dettes ont dépassé 10% de l'aide nette des pays du CAD depuis 2004.

¹¹ En effet selon la pratique du CAD une annulation de dette concessionnelle, dont le prêt correspondant a été inclus dans l'aide au développement au moment de son octroi, n'est pas comptabilisée dans l'APD brute, sauf pour la valeur actualisée de la réduction des paiements d'intérêts que cette annulation entraîne; mais en réduisant les remboursements futurs elle accroît l'aide nette ultérieure. En revanche, une annulation de dette commerciale est ajoutée par le CAD à l'aide brute, comme une annulation de dette qui prend la forme de reversement automatique au pays en développement de ses remboursements (par exemple pour la France les Contrats de Désendettement et de Développement C2D).

Une dernière question est de savoir s'il ne faut considérer que l'aide au développement proprement dite ou considérer simultanément l'aide d'urgence (comme le fait Roodman, contrairement à Dollar et Levin) au motif que cette dernière devrait être le moins possible dissociée des objectifs de développement. Cependant les raisons d'octroyer une aide d'urgence sont différents de ceux d'une aide au développement proprement dite et surtout l'allocation géographique est dépendante d'évènements particuliers, voire aléatoires, tels que les désastres naturels ou les guerres. Ici nous soustrayons l'aide humanitaire.

3. La sélectivité mesurée à partir d'un profil moyen des pays receveurs

La méthode utilisée¹² se rapproche de celle de McGillivray et de Roodman. Elle a sur la méthode de Dollar-Levin l'avantage de ne pas être fondée sur une modélisation (sujette à critiques) des déterminants de l'allocation géographique de l'aide de chaque donneur¹³. Mais, contrairement à David Roodman, nous ne cherchons pas à classer les pays en fonction du volume de leur aide ajusté par la qualité de l'allocation géographique ; nous nous intéressons directement à la sélectivité de l'aide, en calculant un « profil moyen » des receveurs d'aide de chaque donneur, pondéré par la proportion de son aide reçue par chaque pays. Ce profil moyen peut être calculé à partir d'autant de caractéristiques des pays receveurs qu'on le souhaite.

Des profils moyens des pays receveurs d'aide calculés en fonction de quatre critères

Les profils moyens des pays receveurs par critère pour chaque donneur ont été calculés pour les années 2003-2007 et agrégés en moyenne mobile sur trois ans. L'objectif de la Ferdi est d'actualiser chaque année ces indicateurs. Nous avons ici retenu quatre caractéristiques, le niveau de revenu (PIB par tête), la qualité de la gouvernance, la vulnérabilité et le niveau de capital humain. L'utilisation du critère de gouvernance permet d'établir un indicateur de sélectivité « à la Dollar-Levin-Roodman », que nous appelons « axé sur la gouvernance », l'utilisation du critère de vulnérabilité s'appuie sur les travaux de Guillaumont-Chauvet et fournit un indicateur « axé sur la vulnérabilité », l'utilisation du critère relatif au capital humain fait plus directement référence aux *Objectifs du Millénaire*.

¹² Rappelons que cette méthode est tirée de Amprou, Guillaumont et Guillaumont Jeanneney (2007).

¹³ Une difficulté de la méthode par les élasticités est que celles-ci apparaissent souvent non significativement différentes de zéro ou estimées avec un écart-type élevé, ce qui jette certains doutes sur la fiabilité du classement des donneurs.

L'indice de gouvernance est celui utilisé par Roodman, établi par Kaufmann et Kraay ; en effet nous ne disposons pas du CPIA pour tous les pays de l'échantillon. L'indice de Kaufmann et Kraay (KKI) est un indice composite qui comporte six dimensions, démocratie, instabilité politique, règle de droit, régulation bureaucratique, efficacité gouvernementale, corruption, mesurées à partir de centaines de variables provenant de 35 sources différentes pour la dernière version 2008 (Kaufmann, Kraay, Mastruzzi 2009).

L'indice de vulnérabilité économique et celui de capital humain sont ceux définis par le Comité des politiques de développement des Nations unies pour l'identification des Pays les moins avancés (Guillaumont 2009a). En effet il paraît judicieux d'utiliser des indices internationalement agréés. L'indice de vulnérabilité économique (Economic Vulnerability Index, EVI) est une moyenne arithmétique pondérée d'une série de variables (Guillaumont 2009c). Celles-ci sont précisées ci-dessous ainsi que les pondérations y afférant entre parenthèses après chaque variable.

- Ampleur des chocs (0,5):
 - externes : instabilité des exportations de biens et services (0,25)
 - naturels (0,25) :
 - instabilité de la production agricole (0,125)
 - pourcentage de la population déplacée à la suite de désastres naturels (0,125)
- Degré d'exposition aux chocs (0,5)
 - petite dimension de la population (0,25)
 - éloignement des marchés dans le cas des pays enclavés (0,125)
 - part de l'agriculture, des forêts et de la pêche dans la valeur ajoutée globale (0,0625)
 - concentration des exportations de biens. (0,0625)

Bien que la composition de cet indice soit relativement sophistiquée, sa signification est claire.

Quant à l'indice de capital humain (Human Asset Index HAI), il est composé de quatre éléments, ayant chacun le même poids:

- deux variables relatives à la santé (le taux de survie infanto-juvénile et le pourcentage de la population souffrant de malnutrition),

- deux variables relatives à l'éducation (le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation secondaire).

L'indice HAI est préféré à l'indice de développement humain cependant plus connu, parce que le contenu de HAI est plus large, comprenant une mesure de la nutrition, et que cet indice utilise des données statistiques plus fiables (par exemple le taux de survie infanto-juvénile au lieu de l'espérance de vie). Par ailleurs, l'indice de développement humain inclut parmi ses composantes le revenu par tête qui figure déjà dans le calcul du profil moyen.

Pour chaque donneur i , sont calculés un PIB* moyen des receveurs j de son aide ainsi qu'un KKI* moyen, un EVI* moyen et un HAI* moyen, pondérés par la part de l'aide du donneur i au pays j dans l'aide totale distribuée par le donneur i , soit :

$$w_{ij} = A_{ij}/A_i$$

$$PIB^*_i = \sum w_{ij} \cdot \log PIB_{ij}$$

$$KKI^*_i = \sum w_{ij} \cdot KKI_{ij}$$

$$EVI^*_i = \sum w_{ij} \cdot EVI_{ij}$$

$$HAI^*_i = \sum w_{ij} \cdot HAI_{ij}$$

Le profil moyen des receveurs d'aide de chaque donneur peut être représenté par un indicateur synthétique qui est la moyenne simple de ces quatre éléments, soit:

$$I_i = \sum (PIB^*_i ; KKI^*_i ; EVI^*_i ; HAI^*_i)/4.$$

Le PIB par tête est exprimé en logarithme de manière que sa moyenne et sa distribution soient comparables à celles des trois autres critères. Pour donner un poids équivalent à chaque composante, logPIB, EVI, HAI et KKI ont été calibrés sur une échelle allant de 0 à 100 et pour que les quatre éléments varient dans le même sens, log PIB et HAI ont été déduits de 100 (cf l'annexe pour le calcul des variables).

Un indice I_i plus élevé pour le donneur i signifie qu'il alloue relativement aux autres donneurs son aide à des pays receveurs soit plus pauvres, soit avec un niveau de gouvernance plus élevé, soit plus vulnérables, soit avec un niveau de capital humain plus faible, soit une combinaison de ces quatre caractéristiques. Le plus intéressant est de pouvoir distinguer au vu des profils calculés à partir de chaque indicateur les critères de préférence de chaque donneur.

Quelques commentaires sur le résultat des calculs (indicateurs 2005-2007)

Un échantillon des résultats pour la dernière période où les statistiques sont disponibles (2005-2007) est donné dans les tableaux suivants, relatifs à l'indicateur synthétique (tableau 1) et aux indicateurs correspondants aux quatre caractéristiques des pays receveurs : produit par tête, gouvernance, vulnérabilité économique et niveau de capital humain (Tableaux 3 et 4). On distingue les versements bruts des versements nets. L'ensemble des indicateurs pour chaque année depuis 2002 est fourni dans la banque d'indicateurs de développement innovants.

A la lecture du tableau 1 on constate que, parmi les bailleurs bilatéraux, l'Islande, le Portugal, l'Irlande, la Hongrie et la Belgique et parmi les bailleurs multilatéraux, la Banque africaine de développement, l'IDA et le FMI (à condition de considérer pour cette dernière institution uniquement les versements bruts) constituent la catégorie des donateurs qui équilibrent le mieux les quatre critères.

Il est plus intéressant de considérer la position relative des bailleurs au regard de chacun des critères. Au vu des versements bruts (tableau 2) les bailleurs les plus sensibles à une bonne gouvernance sont la Banque de développement des Caraïbes, le fonds lié au Protocole de Montréal et le Fonds mondial pour l'environnement ; seul le Luxembourg arrive au même niveau d'indicateur fondé sur la gouvernance. En ce qui concerne la vulnérabilité économique on retrouve en tête des donateurs le Portugal, puis à nouveau la Banque des Caraïbes¹⁴ suivie de près par plusieurs bailleurs bilatéraux : la Nouvelle Zélande, la Slovaquie, l'Islande, l'Autriche, l'Italie et enfin les Etats-Unis. Quant au capital humain l'institution la plus concernée est la Banque africaine de développement (en raison de sa spécialisation africaine, suivie par l'Islande, la Hongrie, la Belgique, l'Unicef et juste au-dessous l'IDA et le FMI. Il est frappant de constater que les gros bailleurs bilatéraux (Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni, France n'ont pas de préférence marquée pour l'un ou l'autre des trois critères de bonne gouvernance, de vulnérabilité économique ou de faible capital humain.

¹⁴ La Banque de développement des Caraïbes fait effectivement intervenir dans sa formule d'allocation non seulement la gouvernance mais aussi la vulnérabilité économique mesurée de manière spécifique.

Conclusion

L'analyse que nous avons présentée ne permet pas en l'état de prendre en compte les préférences que peuvent manifester les bailleurs et qui tiennent à des solidarités spécifiques ou à un avantage comparatif dans l'assistance à certains pays. En effet certains pays, notamment la France, assignent à leur politique d'aide des objectifs spécifiques, comme le soutien à d'anciens pays colonisés ou partageant la même langue. Ces objectifs sont légitimes en eux-mêmes parce qu'ils expriment une solidarité particulière, ils peuvent aussi se justifier en référence au critère d'efficacité de l'aide dans la promotion du développement. Les liens tissés dans un passé colonial ou entretenus par le partage d'une même langue facilitent en effet la compréhension entre les partenaires lorsque l'aide implique un dialogue sur les actions mises en œuvre et un transfert de connaissances, ce qui est le cas à des degrés variés de la plupart des aides. De plus, la sélectivité appliquée par un donneur peut viser logiquement à compenser celle appliquée par les autres donneurs et qui correspond à des préférences différentes. Si donc on veut comparer la sélectivité de l'aide des pays développés, il convient de rechercher un consensus sur la façon de prendre en compte les préférences particulières de certains donneurs bilatéraux, en même temps que l'on applique des critères communs (cf une solution esquissée dans Amprou *et al.*, 2007).

En revanche, la définition d'une répartition optimale de l'aide globale au développement, mesurée au niveau de l'ensemble des donneurs, est moins problématique ; encore faut-il que la Communauté internationale des bailleurs de fonds se mette d'accord sur les bons critères d'allocation géographique. Ceux-ci devront nécessairement être pluriels compte tenu de la complexité de la relation entre aide au développement et réduction de la pauvreté mise en évidence par la littérature académique. Il semble cependant que l'accord devrait facilement se réaliser sur les quatre critères que nous avons utilisés : les deux critères de pauvreté (le revenu par tête et le niveau de capital humain) et les deux critères qui sont apparus comme des facteurs d'efficacité de l'aide (la gouvernance et la vulnérabilité économique). L'accord sur les critères non retenus par la vision canonique de la sélectivité (capital humain et vulnérabilité) pourrait être facilité par l'existence des deux indicateurs homologués par les Nations Unies pour la définition des Pays les Moins Avancés, EVI et HAI.

Références

Alesina A. et D. Dollar (2000), “Who Gives Foreign Aid to Whom and Why ?”, *Journal of Economic Growth*, vol. 5, n° 1, p. 33-63.

Amprou J. Guillaumont P. et S. Guillaumont Jeanneney (2007) “Aid Selectivity According to Augmented Criteria”, *The World Economy*, Vol. 30, n° 5, p. 733-763.

Amprou, J. et L. Chauvet (2004), *Efficacité et Allocation de l’Aide : Revue des Débats*, Notes et Documents No.6 (Paris: Agence Française de Développement).

Berthélémy, J.C. et A. Tichit (2004), “Bilateral Donors’ Aid Allocation Decisions. A Three Dimensional Panel Analysis”, *International Review of Economics and Finance*, 13, 253-274.

Burnside, C. et D. Dollar (1997), *Aid, Policies and Growth*, Policy Research Working Paper No.1777 (Washington DC: The World Bank).

Burnside, C. et D. Dollar (2000a), “Aid, Policy and Growth”, *American Economic Review*, 90, 4, 847-868.

Burnside C et D.Dollar (2000b), “Aid, Growth, the Incentive Regime, and Poverty Reduction” in C. L. Gilbert and D. Viner (eds.), *The World Bank: Structure and Policies*, Cambridge: Cambridge University Press. Burnside, C. and D. Dollar (2004a), *Aid, Policies and Growth: Revisiting the Evidence*, Policy Research Working Paper No.2834 (Washington DC: The World Bank).

Burnside C. et D. Dollar (2004a) “Aid, Policies and Growth : Revisiting the Evidence”, *Policy Research Working Paper*, WPS 3251, Washington D.C.The World Bank.

Burnside, C. et D. Dollar (2004b), “Aid, Policies and Growth: a Reply”, *American Economic Review*, 90, 4, 847-68.

Canavire, G., P. Nunnenkamp, R. Thiele et L. Triveno (2005), *Assessing the Allocation of Aid: Developmental Concerns and the Self-Interest of Donors*, Working Paper No.1253 (Kiel Institute for World Economics).

Chauvet, L. et P. Guillaumont (2004), “Aid and Growth Revisited: Policy, Economic Vulnerability and Political Instability” in B. Tungodden, N. Stern and I. Kolstad (eds.), *Towards Pro-Poor Policies. Aid, Institutions and Globalisation*, ABCDE 2003 Annual World Bank Conference on Development Economics Europe (New York: Oxford University Press).

Chauvet L. et P. Guillaumont (2009). “Aid, Volatilities and Growth Again. When Aid Volatility Matters and When It Does Not”. *Review of Development Economics*, Vol. 13, n° 3, 452-463

Cogneau, D. et J.D Naudet (2004) *Qui mérite l’aide ? Egalité des chances versus sélectivité ?* Notes et Documents No.7 (Paris: Agence Française de Développement)

Cogneau D. et J.D Naudet (2007) “Who Deserves Aid? Equality of Opportunity, International Aid and Poverty Reduction” *World Development*, 35 (1), 104-120.

Collier, P. et J. Dehn (2001), *Aid, Shocks and Growth*, Policy Research Working Paper No.2688 (Washington DC: The World Bank).

Collier, P. et D. Dollar (2001), “Can the World Cut Poverty in Half ? How Policy Reform and Effective Aid Can Meet International Development Goals”, *World Development*, 29, 11, 1787-1802.

Collier, P. et D. Dollar (2002), “Aid, Allocation and Poverty Reduction”, *European Economic Review*, 46, 8, 1475-1500.

Collier, P. et A. Hoeffler (2004), “Aid, Policy and Growth in Post-Conflicts Countries”, *The European Economic Review*, 48, 1125-1145.

Devarajan, S., D. Dollar et T. Holmgren eds. (2001), *Aid and Reform in Africa: Lessons from Ten Case Studies* (Washington DC: The World Bank).

Dollar, D. et V. Levin (2004), *The Increasing Selectivity of Foreign Aid, 1984-2002*, Policy Research Working Paper No.3299 (Washington DC: The World Bank).

Dudley, L. et C. Montmarquette (1976), “A Model of the Supply of Bilateral Foreign Aid”, *American Economic Review*, 66, 1, 132-42.

Gomanee, K., S. Girma et O. Morrissey (2004), *Searching for Aid Threshold Effects*, Credit Research Paper, No.03/15 (University of Nottingham: Centre for Research in Economic Development and International Trade).

Guillaumont P. (2009a) *Caught in a trap. Identifying the least developed countries*, Economica, Paris, 386 pages

Guillaumont P. (en collaboration avec C.Audiguier C) (2009b) "Aid effectiveness for poverty reduction : macroeconomic overview and emerging issues", A report for the Department of Economic and Social Affairs (DESA), United Nations, /Working Paper Ferdi /P5, 37p.

Guillaumont P. (2009c) "An Economic Vulnerability Index: Its Design and Use for International Development Policy", *Oxford Development Studies*, Vol. 37, n° 3, September, 2009, p. 193-228.

Guillaumont, P. et L. Chauvet (2001), “Aid and Performance: a Reassessment”, *Journal of Development Studies*, 37, 66-92.

Guillaumont, P., et S. Guillaumont Jeanneney (2010). “Big Push versus Absorptive Capacity: How to Reconcile the Two Approaches”, in G. Mavrotas Edr, *Foreign Aid for Development. Issues, Challenges, and the New Agenda. WIDER Studies in Development Economics*, Oxford University Press (originally UNU-WIDER Discussion Paper N. 2007/05).

Guillaumont Jeanneney S. et S. Tapsoba (2009) “Aid and Income Stabilization” CERDI *Etudes et document*, n°16, 28 pages.

Kanbur, R. (2004), *Reforming the Formula: A Modest Proposal for Introducing Development Outcomes in IDA Allocation Procedures*, Paper for the 2nd AFD-EUDN Conference on “Development Aid: Why and How?” (Paris, 25 November 2004).

Kaufmann, D., Kraay A. et M. Mastruzzi (2003), *Governance Matters III: Governance Indicators for 1996-2002*, *Policy Research Working Paper No.310* (Washington DC: The World Bank).

Kaufmann, D., Kraay A. et A. Mastruzzi (2009), *Governance Matters VIII : Aggregate and Individual Governance Indicators, 1996-2008*, World Bank, Washington, DC, September.

Llavador, H.G. et J.E. Roemer (2001), “An Equal-opportunity Approach to the Allocation of International Aid”, *Journal of Development Economics*, 64, 147-171.

McGillivray, M. (1989), “The Allocation of Aid among Developing Countries: A Multi-Donor Analysis Using a Per Capita Aid Index”, *World Development*, 17, 14, 561-68.

McGillivray, M. (1992), “A Reply”, *World Development*, 20, 11, 1699-1702.

McGillivray, M. (2003a), “Efficacité de l’aide et sélectivité : vers un concept élargi”, *Revue d’Economie du Développement*, 11, 4, 43-62.

McGillivray, M. (2003b), *Aid Effectiveness and Selectivity : Integrating Multiple Objectives into Aid Allocations*, Discussion Paper No.2003/71 (Wider United Nations University).

McGillivray, M. (2004a), “Descriptive and Prescriptive Analyses of Aid Allocation: Approaches, Issues, and Consequences”, *International Review of Economics and Finance*, 13, 275-292.

McGillivray, M. (2004b), *Aid Effectiveness and Recipient Policy Regimes: A Comment on Ravi Kanbur’s Paper “Reforming the Formula”*, Paper for the 2nd AFD-EUDN Conference on “Development Aid: Why and How?” (Paris, 25 November 2004).

McGillivray, M. et H. White (1994), “Development Criteria for the Allocation of Aid and Assessment of Donor Performance”, *Credit Research Paper No.94/7* (University of Nottingham).

Michaïlof, S. (2004), *Reforming the Formula: A Modest View from the Trenches*, Paper for the 2nd AFD-EUDN Conference on “Development Aid: Why and How?” (Paris, 25 November 2004).

Radelet, S. (2004), *Aid Effectiveness and the Millenium Development Goals*, Working Paper No.39 (Washington, DC: Center for Global Development).

Rawls J. (1971), *A Theory of Justice*, Cambridge, MA. Harvard University Press.

Roemer J.E. (1998), *Equality of Opportunity*, Cambridge, MA: Harvard University Press.

Roodman, D. (2004), *An Index of Donor Performance*, Working Paper No.42 (Washington, DC: Center for Global Development)

Roodman D.(2009), *The commitment to Development Index, 2009 Edition*, Center for Global Development, oct 2009.

Sachs J., McArthur J.W, Schmidt-traub G., Kruk M., Bahadur C. Faye M. et G. McCord (2004) “Ending Africa’s Poverty Trap” *Brookings Papers on Economic Activity*, N°1, p.117-239

World Bank, (1998), *Assessing Aid: What Works, What Doesn’t and Why?* (New-York: Oxford University Press).

Tableau 1: Indicateurs synthétiques (2005-2007)

<u>Versements bruts</u>			
<u>Synthèse</u>			
All Donors, Total			38,45
DAC Countries, Total			37,43
Multilateral Agencies, Total			39,96
Non-DAC Countries, Total			33,47
G7, Total			37,16
DAC EU Members, Total			37,86
<u>Bailleurs bilatéraux</u>		<u>Bailleurs multilatéraux</u>	
1 Iceland	44,23	1 AfDF (African Dev. Fund)	46,03
2 Portugal	43,98	2 IMF (SAF,ESAF,PRGF)	42,01
3 Ireland	43,27	3 IDA	41,4
4 Hungary	41,41	4 UNICEF	40,74
5 Belgium	40,88	5 Nordic Dev. Fund	40,48
6 Luxembourg	40,7	6 Arab Agencies	40,13
7 Norway	40,06	7 UNDP	39,87
8 Canada	40,01	8 WFP	39,67
9 Denmark	39,8	9 Global Fund	39,42
10 Sweden	39,71	10 IFAD	38,62
11 Finland	39,66	11 UNFPA	37,91
12 United Kingdom	39,35	12 UNAIDS	36,85
13 Netherlands	39,32	13 UNTA	36,56
14 United States	39,08	14 AsDF (Asian Dev. Fund)	34,85
15 Austria	38,88	15 CarDB (Carrib Dev. Bank)	34,57
16 Italy	38,84	16 IDB Spec. Fund	34,16
17 Slovak Republic	38,63	17 GEF	32,13
18 Switzerland	38,25	18 Montreal Protocol	28,11
19 New Zealand	37,68	19 UNRWA	27,16
20 EC	37,47	20 EBRD	27,16
21 France	37,04		
22 Czech Republic	36,62		
23 Australia	36,13		
24 Germany	36,13		
25 Other Donor Countries,	35,92		
26 Korea	35,17		
27 Spain	34,08		
28 Japan	33,68		
29 Greece	33,43		
30 Turkey	33,07		
31 Arab Countries	31,62		
32 Poland	30,7		

<u>Versements nets</u>					
<u>Synthèse</u>					
	All Donors, Total			38,96	
	DAC Countries, Total			38,89	
	Multilateral Agencies, Total			39,5	
	Non-DAC Countries, Total			34,14	
	G7, Total			38,91	
	DAC EU Members, Total			38,83	
<u>Bailleurs bilatéraux</u>			<u>Bailleurs multilatéraux</u>		
1	Iceland	44,23	1	AfDF (African Dev. Fund)	46,25
2	Portugal	44,11	2	IDA	41,23
3	Ireland	43,27	3	IDB Spec. Fund	41,14
4	Belgium	41,45	4	Arab Agencies	40,87
5	Hungary	41,41	5	UNICEF	40,74
6	United Kingdom	40,79	6	Nordic Dev. Fund	40,71
7	Luxembourg	40,7	7	IFAD	40,07
8	Italy	40,52	8	UNDP	39,87
9	Denmark	40,41	9	WFP	39,67
10	Canada	40,29	10	Global Fund	39,42
11	Norway	40,06	11	UNFPA	37,91
12	Netherlands	39,83	12	UNAIDS	36,85
13	Finland	39,75	13	UNTA	36,56
14	Sweden	39,71	14	AsDF (Asian Dev. Fund)	35,31
15	United States	39,65	15	CarDB (CarribDev. Bank)	34,3
16	Austria	38,76	16	GEF	32,13
17	Slovak Republic	38,63	17	IMF (SAF,ESAF,PRGF)	28,57
18	Switzerland	38,37	18	Montreal Protocol	28,11
19	New Zealand	37,68	19	UNRWA	27,16
20	France	37,66	20	EBRD	27,16
21	EC	37,57			
22	Germany	37,55			
23	Japan	37,54			
24	Czech Republic	36,62			
25	Australia	36,13			
26	Other Donor Countries,	35,92			
27	Korea	35,54			
28	Spain	34,74			
29	Greece	33,44			
30	Turkey	33,07			
31	Arab Countries	31,92			
32	Poland	30,72			

Tableau 2: Indicateurs de sélectivité selon les quatre critères; versements bruts (2005-2007)

Versements bruts									
Log Pib				KKI					
<u>Bailleurs bilatéraux</u>		<u>Synthèse</u>		<u>Bailleurs bilatéraux</u>		<u>Synthèse</u>			
1	Iceland	37,20	All Donors, Total	32,57	1	Luxembourg	43,30	All Donors, Total	34,32
2	Hungary	36,33	DAC Countries, Total	32,28	2	New Zealand	41,70	DAC Countries, Total	32,08
3	Ireland	35,94	Multilateral Agencies, Total	32,93	3	Portugal	40,86	Multilateral Agencies, Total	38,11
4	Belgium	35,47	Non-DAC Countries, Total	27,60	4	Arab Countries	39,40	Non-DAC Countries, Total	35,20
5	United States	35,34	G7, Total	32,29	5	EC	39,20	G7, Total	31,35
6	Austria	35,19	DAC EU Members, Total	31,82	6	Denmark	38,49	DAC EU Members, Total	33,18
7	Canada	34,01			7	Ireland	38,07		
8	Italy	33,98	<u>Bailleurs multilatéraux</u>		8	Spain	37,59	<u>Bailleurs multilatéraux</u>	
9	Finland	33,87	1 AfDF (African Dev. Fund)	37,24	9	Netherlands	36,93	1 CarDB (Caribbean Dev. Bank)	55,38
10	Portugal	33,85	2 IMF (SAF,ESAF,PRGF)	34,83	10	Other Donor Countries, Total	36,58	2 Montreal Protocol	46,75
11	United Kingdom	33,75	3 UNICEF	34,73	11	Japan	36,13	3 GEF	43,11
12	Norway	33,65	4 IDA	34,73	12	Sweden	35,95	4 UNRWA	42,43
13	Sweden	33,58	5 WFP	34,59	13	Greece	35,94	5 Nordic Dev. Fund	39,82
14	Denmark	33,21	6 UNDP	34,08	14	Norway	35,66	6 UNAIDS	39,15
15	Slovak Republic	32,78	7 Nordic Dev. Fund	33,12	15	Iceland	35,66	7 AfDF (African Dev. Fund)	38,86
16	Netherlands	32,34	8 Global Fund	32,60	16	Switzerland	35,46	8 EBRD	38,43
17	Switzerland	32,01	9 IFAD	32,00	17	Australia	34,92	9 IDB Spec. Fund	37,96
18	Czech Republic	31,52	10 UNFPA	31,87	18	Finland	34,74	10 IDA	37,76
19	Germany	31,08	11 Arab Agencies	31,78	19	France	33,96	11 Arab Agencies	37,69
20	Australia	31,05	12 AsDF (Asian Dev. Fund)	31,47	20	Poland	33,49	12 IFAD	37,37
21	Korea	31,05	13 UNTA	29,60	21	Canada	33,05	13 IMF (SAF,ESAF,PRGF)	37,29
22	Luxembourg	30,77	14 UNAIDS	29,06	22	United Kingdom	32,45	14 UNTA	37,11
23	Other Donor Countries, Total	30,02	15 IDB Spec. Fund	27,20	23	Germany	32,41	15 Global Fund	36,70
24	France	29,77	16 GEF	24,97	24	Korea	32,15	16 UNFPA	35,29
25	EC	29,72	17 EBRD	23,19	25	Czech Republic	32,09	17 AsDF (Asian Dev. Fund)	33,73
26	New Zealand	29,36	18 CarDB (Caribbean Dev. Bank)	21,35	26	Turkey	31,76	18 UNDP	33,69
27	Japan	29,29	19 Montreal Protocol	21,33	27	Belgium	30,48	19 UNICEF	32,98
28	Turkey	28,43	20 UNRWA	21,20	28	Hungary	28,81	20 WFP	32,46
29	Greece	27,36			29	Italy	27,08		
30	Spain	26,71			30	United States	25,98		
31	Arab Countries	24,44			31	Austria	24,74		
32	Poland	24,18			32	Slovak Republic	22,60		

Versements bruts							
EVI				HAI			
<u>Bailleurs bilatéraux</u>		<u>Synthèse</u>		<u>Bailleurs bilatéraux</u>		<u>Synthèse</u>	
1 Portugal	54,11	All Donors, Total	40,70	1 Iceland	57,25	All Donors, Total	46,19
2 New Zealand	48,80	DAC Countries, Total	41,12	2 Ireland	57,24	DAC Countries, Total	44,25
3 Slovak Republic	48,59	Multilateral Agencies, Total	39,44	3 Hungary	55,30	Multilateral Agencies, Total	49,37
4 Iceland	46,81	Non-DAC Countries, Total	37,86	4 Belgium	54,29	Non-DAC Countries, Total	33,23
5 Austria	46,43	G7, Total	41,03	5 Canada	51,30	G7, Total	43,97
6 Italy	46,05	DAC EU Members, Total	40,88	6 United Kingdom	50,55	DAC EU Members, Total	45,56
7 United States	46,00			7 Slovak Republic	50,54		
8 Hungary	45,19			8 Norway	49,97		
9 Luxembourg	43,51	<u>Bailleurs multilatéraux</u>		9 Austria	49,18	<u>Bailleurs multilatéraux</u>	
10 Belgium	43,27	1 CarDB (Caribbean Dev. Bank)	50,64	10 Sweden	49,10	1 AfDF (African Dev. Fund)	64,58
11 Czech Republic	43,17	2 AfDF (African Dev. Fund)	43,46	11 United States	48,97	2 UNICEF	54,14
12 Australia	42,80	3 IMF (SAF,ESAF,PRGF)	42,65	12 Finland	48,67	3 IDA	54,06
13 Turkey	42,56	4 IDB Spec. Fund	41,90	13 Denmark	48,35	4 IMF (SAF,ESAF,PRGF)	53,26
14 Ireland	41,83	5 UNDP	41,51	14 Italy	48,25	5 WFP	50,75
15 Canada	41,67	6 UNICEF	41,09	15 Netherlands	47,76	6 Arab Agencies	50,42
16 Finland	41,35	7 WFP	40,89	16 Portugal	47,10	7 UNDP	50,21
17 Norway	40,95	8 Arab Agencies	40,62	17 Luxembourg	45,21	8 Global Fund	48,88
18 United Kingdom	40,66	9 Nordic Dev. Fund	40,37	18 Switzerland	44,87	9 Nordic Dev. Fund	48,62
19 Switzerland	40,66	10 UNTA	39,85	19 France	43,92	10 IFAD	47,19
20 France	40,51	11 Global Fund	39,52	20 EC	42,95	11 UNFPA	45,42
21 Netherlands	40,26	12 UNFPA	39,06	21 Germany	41,35	12 UNAIDS	40,60
22 Korea	40,26	13 IDA	39,04	22 Czech Republic	39,70	13 AsDF (Asian Dev. Fund)	40,23
23 Sweden	40,22	14 UNAIDS	38,60	23 Other Donor Countries, Total	37,54	14 UNTA	39,65
24 Germany	39,66	15 IFAD	37,93	24 Korea	37,24	15 IDB Spec. Fund	29,57
25 Other Donor Countries, Total	39,55	16 EBRD	34,97	25 Australia	35,76	16 GEF	28,30
26 Greece	39,48	17 AsDF (Asian Dev. Fund)	33,97	26 Spain	35,19	17 Montreal Protocol	18,52
27 Denmark	39,15	18 UNRWA	32,36	27 Japan	34,32	18 UNRWA	12,67
28 EC	37,99	19 GEF	32,12	28 Poland	31,22	19 EBRD	12,04
29 Spain	36,82	20 Montreal Protocol	25,85	29 Greece	30,95	20 CarDB (Caribbean Dev. Bank)	10,91
30 Japan	34,99			30 New Zealand	30,87		
31 Poland	33,92			31 Turkey	29,51		
32 Arab Countries	33,28			32 Arab Countries	29,35		

Tableau 3: Indicateurs de sélectivité selon les quatre critères versements nets (2005-2007)

Versements nets									
Log Pib			KKI						
<u>Bailleurs bilatéraux</u>		<u>Synthèse</u>	<u>Bailleurs bilatéraux</u>		<u>Synthèse</u>				
1	Iceland	37,20	All Donors, Total	33,48	1	Luxembourg	43,30	All Donors, Total	31,97
2	Hungary	36,33	DAC Countries, Total	33,87	2	New Zealand	41,70	DAC Countries, Total	30,07
3	Italy	36,18	Multilateral Agencies, Total	32,76	3	Portugal	40,24	Multilateral Agencies, Total	37,15
4	United States	36,04	Non-DAC Countries, Total	28,84	4	EC	39,04	Non-DAC Countries, Total	33,61
5	Belgium	36,03	G7, Total	34,26	5	Denmark	38,26	G7, Total	28,68
6	Ireland	35,94	DAC EU Members, Total	32,98	6	Arab Countries	38,12	DAC EU Members, Total	31,83
7	United Kingdom	35,74			7	Ireland	38,07		
8	Austria	35,13	<u>Bailleurs multilatéraux</u>		8	Netherlands	36,94	<u>Bailleurs multilatéraux</u>	
9	Canada	34,27	1 AfDF (African Dev. Fund)	37,46	9	Spain	36,91	1 CarDB (Caribbean Dev. Bank)	53,47
10	Portugal	34,08	2 Arab Agencies	36,28	10	Other Donor Countries, Total	36,58	2 Montreal Protocol	46,75
11	Finland	34,03	3 UNFPA	35,01	11	Sweden	35,95	3 GEF	43,11
12	Denmark	33,81	4 IBRD	34,73	12	Greece	35,93	4 UNRWA	42,43
13	Norway	33,65	5 UNHCR	34,59	13	Norway	35,66	5 Nordic Dev. Fund	39,76
14	Sweden	33,58	6 Montreal Protocol	34,08	14	Iceland	35,66	6 UNAIDS	39,15
15	Japan	33,35	7 EBRD	33,35	15	Switzerland	35,42	7 AfDF (African Dev. Fund)	38,98
16	Slovak Republic	32,78	8 AsDF (Asian Dev. Fund)	33,22	16	Australia	34,92	8 EBRD	38,43
17	Netherlands	32,76	9 Global Fund	32,60	17	Finland	34,49	9 Arab Agencies	38,31
18	Germany	32,71	10 IMF (SAF,ESAF,PRGF)	32,04	18	Poland	33,56	10 UNTA	37,11
19	Switzerland	32,10	11 UNRWA	31,87	19	Canada	32,86	11 IFAD	37,08
20	Czech Republic	31,52	12 UNICEF	31,77	20	France	32,68	12 Global Fund	36,70
21	Korea	31,27	13 IMF Trust Fund	29,60	21	Czech Republic	32,09	13 IDA	35,90
22	Australia	31,05	14 CarDB (Caribbean Dev. Bank)	29,06	22	Korea	31,80	14 UNFPA	35,29
23	Luxembourg	30,77	15 Nordic Dev. Fund	24,97	23	Turkey	31,76	15 AsDF (Asian Dev. Fund)	33,70
24	France	30,50	16 UNDP	23,19	24	Japan	31,46	16 UNDP	33,69
25	Other Donor Countries, Total	30,02	17 UNAIDS	22,59	25	United Kingdom	30,67	17 UNICEF	32,98
26	EC	29,89	18 IDA	22,53	26	Belgium	30,03	18 WFP	32,46
27	New Zealand	29,36	19 GEF	21,33	27	Germany	29,82	19 IDB Spec. Fund	30,85
28	Turkey	28,43	20 IFC	21,20	28	Hungary	28,81	20 IMF (SAF,ESAF,PRGF)	27,52
29	Spain	27,53			29	United States	24,96		
30	Greece	27,37			30	Austria	24,51		
31	Arab Countries	25,67			31	Italy	24,47		
32	Poland	24,18			32	Slovak Republic	22,60		

Versements nets							
EVI				HAI			
<u>Bailleurs bilatéraux</u>		<u>Synthèse</u>		<u>Bailleurs bilatéraux</u>		<u>Synthèse</u>	
1 Portugal	54,02	All Donors, Total	42,54	1 Iceland	57,25	All Donors, Total	47,84
2 Italy	49,01	DAC Countries, Total	43,76	2 Ireland	57,24	DAC Countries, Total	47,85
3 New Zealand	48,80	Multilateral Agencies, Total	39,29	3 Belgium	55,62	Multilateral Agencies, Total	48,79
4 Slovak Republic	48,59	Non-DAC Countries, Total	38,97	4 Hungary	55,30	Non-DAC Countries, Total	35,12
5 United States	47,17	G7, Total	44,27	5 United Kingdom	54,94	G7, Total	48,44
6 Iceland	46,81	DAC EU Members, Total	42,51	6 Italy	52,41	DAC EU Members, Total	48,01
7 Austria	46,36			7 Canada	52,03		
8 Hungary	45,19	<u>Bailleurs multilatéraux</u>		8 Slovak Republic	50,54	<u>Bailleurs multilatéraux</u>	
9 Belgium	44,11	1 IDB Spec. Fund	53,24	9 United States	50,43	1 AfDF (African Dev. Fund)	65,24
10 Luxembourg	43,51	2 CarDB (Caribbean Dev. Bank)	50,80	10 Norway	49,97	2 IDA	54,36
11 Czech Republic	43,17	3 AfDF (African Dev. Fund)	43,33	11 Denmark	49,52	3 UNICEF	54,14
12 Australia	42,80	4 UNDP	41,51	12 Sweden	49,10	4 Arab Agencies	52,54
13 Germany	42,57	5 UNICEF	41,09	13 Finland	49,06	5 WFP	50,75
14 Turkey	42,56	6 WFP	40,89	14 Austria	49,02	6 IFAD	50,33
15 Japan	42,27	7 Arab Agencies	40,58	15 Netherlands	48,78	7 UNDP	50,21
16 France	42,23	8 Nordic Dev. Fund	40,41	16 Portugal	48,10	8 Nordic Dev. Fund	49,32
17 Canada	41,99	9 UNTA	39,85	17 France	45,24	9 Global Fund	48,88
18 Ireland	41,83	10 IFAD	39,65	18 Luxembourg	45,21	10 UNFPA	45,42
19 United Kingdom	41,79	11 IDA	39,63	19 Switzerland	45,14	11 IDB Spec. Fund	44,19
20 Finland	41,40	12 Global Fund	39,52	20 Germany	45,10	12 UNAIDS	40,60
21 Norway	40,95	13 UNFPA	39,06	21 EC	43,32	13 AsDF (Asian Dev. Fund)	39,73
22 Netherlands	40,86	14 UNAIDS	38,60	22 Japan	43,10	14 UNTA	39,65
23 Korea	40,83	15 AsDF (Asian Dev. Fund)	36,05	23 Czech Republic	39,70	15 IMF (SAF,ESAF,PRGF)	29,55
24 Switzerland	40,82	16 EBRD	34,97	24 Korea	38,25	16 GEF	28,30
25 Sweden	40,22	17 IMF (SAF,ESAF,PRGF)	34,61	25 Other Donor Countries, Total	37,54	17 Montreal Protocol	18,52
26 Denmark	40,06	18 UNRWA	32,36	26 Spain	36,42	18 UNRWA	12,67
27 Other Donor Countries, Total	39,55	19 GEF	32,12	27 Australia	35,76	19 EBRD	12,04
28 Greece	39,48	20 Montreal Protocol	25,85	28 Arab Countries	31,55	20 CarDB (Caribbean Dev. Bank)	10,39
29 Spain	38,08			29 Poland	31,23		
30 EC	38,04			30 Greece	30,97		
31 Poland	33,92			31 New Zealand	30,87		
32 Arab Countries	32,36			32 Turkey	29,51		

Annexe 1: Calibrage des données pour le calcul des indicateurs

Kaufmann Kraay Index : Indicateur de gouvernance

L'indice de Kaufmann et Kraay tente de refléter la gouvernance du pays à partir de six éléments mesurés sur une échelle allant de -2,5 à 2,5, dont est calculée la moyenne arithmétique simple. Cet indice a été calibré de 0 à 100 de la manière suivante :

$$KKI_{it}^{\text{Calibré}} = ((KKI_{it} \text{ Moyen}) + 2,5) * 20$$

La note maximale correspond au pays ayant la meilleure gouvernance.

EVI : Economic Vulnerability Index

L'EVI est croissant dans la vulnérabilité et compris entre 0 et 100. On notera que l'indicateur n'est publié que tous les trois ans, on le recalcule donc ici afin d'obtenir des indicateurs annuels. Ces derniers sont obtenus en combinant l'EVI de la période t et celui de la période t+3 tel que:

$$\begin{aligned}EVI_{t+1} &= (2/3) EVI_t + (1/3) EVI_{t+3} \\EVI_{t+2} &= (1/3)EVI_t + (2/3)EVI_{t+3}\end{aligned}$$

HAI : Human Asset Index

Les composantes d'HAI ont été modifiées au cours du temps mais, afin d'assurer une continuité entre les différentes périodes, on utilise les données recalculées *a posteriori* sur la base de la définition la plus récente.

HAI croît avec l'augmentation du capital humain et est compris entre 0 et 100. Aussi l'indice a-t-il été déduit de 100 de manière que la note maximale corresponde au pays ayant le plus faible capital humain. De plus, comme EVI, il n'est publié que tous les 3 ans, on le recalcule donc de la même manière que cela a été fait pour EVI afin d'obtenir des données annuelles.

PIB : Produit Intérieur Brut

On utilise les statistiques calculées par la Banque Mondiale dans le cadre des WDI (*World Development Indicators*). On retient le PIB par tête en parité pouvoir d'achat (PPA) et en dollar US courant.

La valeur du PIB par tête PPA n'est pas disponible pour certains des pays receveurs. Dans ce cas, le PIB par tête PPA a été approximé à l'aide d'une régression économétrique. On considère alors la relation suivante :

$$\text{Log (PIB/Tête PPA)} = a \text{ Log (PIB/Tête)} + b$$

Les Nations Unis proposent une base de données relativement complète de PIB par tête en dollar US courant. C'est donc à partir de ces données et de celles disponibles auprès de la Banque Mondiale pour le PIB par tête PPA que l'on estime cette régression pour chaque année nécessaire. On utilisera par la suite cette relation et les coefficients estimés par la régression pour approximer le PIB par tête PPA

des pays pour lesquels les données ne sont pas disponibles. En l'occurrence pour la période 2003-2007, les coefficients utilisés sont :

	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Coef	0,857	0,854	0,854	0,854	0,859	0,862
Constante	1,920	1,908	1,862	1,833	1,74	1,644

De plus, les données concernant les PIB par tête sont calibrées de 0 à 100, la note maximale correspondant au pays ayant le PIB le plus faible. Le pays ayant le PIB par tête le plus élevé sert de référence pour calibrer les autres PIB par tête. On utilise la formule suivante :

$$\text{PIB}^{\text{Calibré}}_{it} = (1 - (\text{PIB}_{it} / \text{Max}(\text{PIB}_t))) \times 100$$

Enfin, l'analyse de la base de données montre qu'il existe des écarts non négligeables entre le maximum de la série et la très grande majorité des pays receveurs. Ainsi, en calibrant les PIB de cette manière, on obtient une distribution à dispersion très faible avec des valeurs regroupées autour de la note maximale. Afin d'obtenir une distribution des données plus comparable à celles des autres indicateurs, il est possible d'exprimer les PIB par tête sous forme logarithme avant de les calibrer. On utilise alors la formule suivante :

$$\text{PIB}'^{\text{Calibré}}_{it} = [1 - (\text{Ln}(\text{PIB}_{it}) / \text{Max}(\text{Ln}(\text{PIB}_t)))] \times 100$$

Donnés manquantes

Afin de ne pas biaiser les indicateurs de profil moyen, il convient de ne laisser dans la base de données que les pays pour lesquels les indices sont disponibles. Comme cela a été dit plus haut, les PIB par tête manquants ont pu être approximés à partir d'une régression économétrique et la base de données du KKI est suffisamment large pour couvrir tous les pays receveurs pour lesquels le CAD fournit des statistiques concernant les décaissements d'APD. Par contre, les bases de données de HAI et de l'EVI ne couvrent pas tous ces pays et ceux pour lesquels les données n'étaient pas disponibles ont été enlevés du calcul.

On notera néanmoins que beaucoup de ces pays ne reçoivent plus d'APD à l'heure actuelle, voire sont devenus des pays donateurs (République Tchèque, Pologne...). Le biais dû aux données manquantes est donc relativement limité, mais peut rester important pour une année particulière, notamment pour les « petits » donateurs ayant une APD peu diversifiée.

Liste des pays non pris en compte dans le calcul par rapport à la base de données du CAD :

Anguilla	Hong Kong	Northern Marianas
Aruba	Indus Basin	Palau
Bermuda	Kuwait	Palestinian Adm. Areas
Bosnia	Macao	Poland
Cayman	Marshall	Serbia
Chinese Taipei	Mayotte	St Helen
Cook Island	Mekong Delta Project	States Ex-yougoslavia
Czech Republic	Montenegro	Tokelau
East African Community	Montserrat	Turks and Caico Islands
Falkland Islands	Nauru	Turkmenistan
French Polynesia	Netherlands Antillas	Virgin Islands
Gibraltar	Niue	Wallis and Futuna



Créée en 2003, la **Fondation pour les études et recherches sur le développement international** vise à favoriser la compréhension du développement économique international et des politiques qui l'influencent.



Contact

www.ferdi.fr

contact@ferdi.fr

+33 (0)4 73 17 75 30